

PRÉFET DE MAINE ET LOIRE

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
des Pays de la Loire

Saint Barthélémy d'Anjou, le 05 juin 2020

Unité départementale de Maine et Loire  
Division Territoriale des Risques Technologiques

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

**1. Présentation synthétique du dossier**

**1.1 Le demandeur**

- |                                   |   |
|-----------------------------------|---|
| - <b>Raison sociale</b>           | GRAVALOIRE RECYCLAGE  |
| - <b>Adresse</b>                  | Le Grand Verger, Villedieu-la-Blouère – 49 450 BEAUPREAU-EN-MAUGES  |
| - <b>Siège social</b>             | idem  |
| - <b>Activité</b>                 | Installations de transit et traitement de déchets   |
| - <b>Situation administrative</b> | Déclaration du 17 décembre 2009 pour l'exploitation d'une plateforme de regroupement de poteaux bois créosotés et de transit/concassage de poteaux bétons |

**1.2 Le site d'implantation**

La société GRAVALOIRE RECYCLAGE exploite une plateforme de regroupement de déchets dangereux et une plateforme de transit / concassage et criblage de déchets inertes au lieu dit « Le grand Verger » sur la commune de Villedieu-la-Blouère depuis une dizaine d'années.

En 2005, elle a rejoint le groupe SRB (Société Recyclage de Béton) qui est un des leaders dans le traitement des déchets bois et béton. Il traite notamment la totalité du marché bois de l'opérateur téléphonique Orange.

L'entreprise est située au Nord de la commune de Villedieu-la-Blouère, commune déléguée de Beaupréau-en-Mauges, en bordure de la route départementale D 756 reliant Nantes à Saumur. Son environnement est agricole. Les premières habitations sont localisées à environ 250 m au sud.

Elle occupe la parcelle cadastrale A01 468 d'une superficie d'environ 1,8 ha dont 850 m<sup>2</sup> de surfaces bâties. Le site est situé dans le secteur AYc selon le règlement du PLU de Beaupréau-en-Mauges approuvé en octobre 2019. Sont notamment autorisés dans ce secteur « les constructions, installations et aménagements relevant de la sous destination « industrie » ainsi que les aires de stockage et de stationnements nécessaires au fonctionnement de l'activité ».

Un plan de situation permettant de le localiser est joint en annexe n° 1.

L'effectif comprend une dizaine d'employés dont quatre chauffeurs de camions en déplacement sur les chantiers (ENEDIS, ORANGE, SNCF,...) du lundi au vendredi. En règle générale, les poteaux bois traités à la créosote ou aux CCA (chrome cuivre, arsenic), collectés dans la semaine, sont dirigés directement vers le site de traitement SRB du même groupe situé à St-Loup (03) sans passer par le dépôt de Villedieu-la-Blouère.

### 1.3 - Caractéristiques

Les installations comprennent :

- une plateforme de stockage et traitement des poteaux béton,
- deux plateformes de stockage des traverses de chemins de fer et poteaux bois,
- une aire de stockage en casier des ferrailles et métaux et caoutchoucs issus du traitement des poteaux béton,
- un bâtiment principal comprenant les bureaux et un atelier mécanique.

Les activités se déclinent de la façon suivante :

#### - Transit-regroupement et concassage de déchets inertes

Après collecte sur les lieux d'intervention en Maine et Loire et Loire-Atlantique, les poteaux béton regroupés sur le site sont traités avec une pelle mécanique équipée de broyeur à béton pour séparer l'acier du béton. Un traitement de finition est réalisé au moyen d'un concasseur mobile. Au maximum 36 000 tonnes de déchets inertes peuvent être stockés sur la plateforme béton.

Les poteaux béton sont entièrement valorisés, l'acier à destination de fonderies et le béton concassé en remblaiement, sous-couches de voiries,...

#### -Transit-regroupement de déchets dangereux

Les déchets dangereux sont des poteaux et traverses de chemins de fer en bois traités à la créosote ou aux CCA (chrome cuivre, arsenic).

**Les deux plateformes de 500 m<sup>2</sup> chacune (dont une en cours d'imperméabilisation) dédiées aux dépôts des poteaux bois dangereux sont à considérer comme une réserve de capacité de stockage pour le Groupe SRB en cas de surcharge d'activités du site de St-Loup d'où la quantité maximale susceptible d'être entreposée de 1 850 t de poteaux bois sur les plateformes.** Aucune activité de traitement des poteaux bois n'est réalisée sur le site.

De manière générale, deux chargements de camions, soit moins de 50 tonnes de poteaux des réseaux électriques et des traverses SNCF en bois sont présents sur le site. L'établissement apporte une solution de gestion de ces déchets aux acteurs locaux du secteur des déchets.

En 2018 et 2019, moins de 150 t /an de bois dangereux ont transité sur cette plateforme.

#### 1.4 - Installations classées et régime

Du fait de l'évolution de la réglementation, les installations relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L.512-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

| Rubrique | Désignation des activités  | Grandeur caractéristique  | Situation administrative actuelle | Situation administrative 2009 |
|----------|--|---|-----------------------------------|-------------------------------|
| 2718.1   | <b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux</b> à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793.<br>La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges                       | <b>quantité maximale de poteaux et traverses bois : 1 850 tonnes</b>              | A                                 | -                             |
| 3550     | <b>Stockage temporaire de déchets dangereux</b> ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.  | <b>quantité maximale de poteaux et traverses bois 1 850 tonnes</b>                | A                                 | -                             |
| 2515.1.b | <b>Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes</b> , en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.<br>La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW. | Broyage concassage, criblage de poteaux bétons<br>< 200 kW                        | D                                 | D                             |
| 2517.2   | <b>Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par</b> d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 5 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup> .  | Station de transit de poteaux bétons d'une surface d'environ 5 050 m <sup>2</sup> | D                                 | D                             |

L'établissement est soumis à la directive relative aux émissions industrielles, dite IED<sup>1</sup>, qui encadre les pratiques de prévention de la pollution industrielle au sein de l'Union européenne, pour ses activités de valorisation de déchets dangereux. La liste des activités concernées figure au sein de la nomenclature des installations classées sous la forme de nouvelles rubriques avec des numéros en 3000.

## **2. Mise à jour des risques chroniques et des nuisances**

L'enjeu environnemental principal du projet est la pollution des eaux et des sols.

### **3.1- Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques**

La consommation annuelle d'eau potable est d'environ 30 m<sup>3</sup>. L'utilisation de l'eau est limitée à l'usage sanitaire, et à l'abattement des poussières lors du broyage et le nettoyage du matériel.

Les réseaux d'effluents sont de type séparatif.

Les eaux domestiques sont traitées dans un réseau sanitaire autonome.

Les eaux pluviales de voirie, des aires d'entreposage extérieures seront traitées dans un débourbeur-séparateur à hydrocarbures avant rejet dans le bassin d'orage présent sur le site. Le rejet final se fait au milieu.

Il n'y a pas de rejets d'eaux usées sur le site. Aucune activité de broyage de déchets dangereux n'est réalisée.

L'une des deux zones de stockage des poteaux bois est en cours d'imperméabilisation. Les eaux de ruissellement seront traitées avant rejet.

### **Avis de l'Inspection des IC**

Lors d'une visite d'inspection du site réalisée en décembre 2019, il est constaté que les eaux de ruissellement des aires imperméabilisées et des voiries ne sont pas collectées dans un réseau spécifique. Elles rejoignent gravitairement un bassin non étanche avant rejet au fossé.

L'exploitant a engagé des démarches pour réaliser le réseau de collecte des eaux pluviales, mettre en place un dispositif de traitement et étanchéifier le bassin d'orage.

L'imperméabilisation d'une des deux aires, la mise en place d'un réseau de collecte des eaux pluviales, l'agrandissement et l'imperméabilisation du bassin d'orage ainsi que son raccordement au milieu naturel sont programmés d'ici 2021.

Dans son courrier du 3 mars 2020 en réponse au rapport d'inspection, l'exploitant justifie du dimensionnement du bassin d'orage d'un volume de 270 m<sup>3</sup>, le débit de rejet au milieu est limité à 3l/s/ha.

Concernant le délai de réalisation des ouvrages, l'inspection des IC propose de fixer un délai maximal jusqu'au 30 septembre 2020 dans le projet d'arrêté consolidé joint pour la mise en conformité réglementaire des installations compte tenu du type d'activité. La réalisation régulière d'une surveillance des rejets et d'entretien des ouvrages est fixée dans le projet d'arrêté.

Compte tenu de la nature des déchets dangereux entreposés sur le site, les analyses seront effectuées sur les paramètres suivants : Matières en suspension, DCO, HCT, azote, phosphore, cuivre, chrome, arsenic, HAP et alkylphénols.

S'agissant d'un établissement IED, les propositions des valeurs limites de rejets et de dispositif de surveillance des rejets prennent en considération la comparaison aux Meilleures Techniques Disponibles. Les valeurs limites de rejets proposées dans l'arrêté joint sont celles fixées dans l'AM du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et de L'AM du 17 décembre 2019 relatif aux MTD qui s'appliquent à l'établissement.

### **3.2- Prévention de la pollution des sols**

<sup>1</sup> 2010/75/EU - Industrial Emissions Directive

L'ensemble des activités de transit de déchets dangereux est réalisé sur une zone imperméable et étanche.

### **Conclusions du rapport de base sur l'état des sols et de la nappe**

S'agissant d'un établissement IED, l'exploitant a réalisé un rapport de base qui définit l'état de pollution des sols et des eaux souterraines à l'instant donné.

Les précédentes activités étaient une coopérative agricole (stockage de semences dans des casiers, de produits phytosanitaires dans le bâtiment) et une station de distribution de fioul domestique. La cuve enterrée a été inertée.

En 2011, la société GRAVALOIRE a fait réaliser des sondages de sol pour définir l'état initial de la qualité des sols. Dans une démarche conservatrice, les investigations ont porté sur tout le périmètre ICPE du site et les substances traceuses recherchées sont les métaux, (chrome, cuivre, arsenic), les HAP, les alkylphénols et les hydrocarbures totaux.

Huit sondages de sol ont été réalisés. Les analyses mettent en évidence de légères anomalies en arsenic, cuivre et zinc dans les remblais de surface et terrain naturel. Les valeurs mesurées pour ces métaux sont légèrement supérieures aux gammes de valeurs observées dans les sols français ordinaires.

Une légère pollution aux HCT limitée à l'aire de circulation est constatée (750 mg/kg), aucune trace de pollution n'est mise en évidence aux abords de l'ancienne cuve enterrée.

La présence de phénols a été détectée sur tous les échantillons de sols analysés, même sous le hangar et les casiers bétons. Aucun composé contenu dans les créosotes n'ayant été détecté dans les échantillons, on peut supposer une origine agricole ancienne d'avant la construction des bâtiments étant donné que le phénol peut être présent dans les produits phytosanitaires.

En conclusion, l'ensemble des résultats montrent que l'activité actuelle du site n'a pas d'impact sur le milieu sol. Les quelques anomalies relevées ne sont pas significatives et peuvent être liées aux activités historiques du site.

L'exploitant conclut que les eaux souterraines ne sont également pas impactées.

### **Avis de l'inspection des IC**

Il apparaît que les activités de stockage de bois créosotés n'ont pas d'impact sur l'état de pollution du sous-sol du site. Les bois sont entreposés sur une aire étanche et il est à noter que les traverses et poteaux ont perdu au cours de leur utilisation une part importante de leurs produits de conservation (CCA, créosote).

Toutefois, tout risque sur les eaux souterraines ne peut être écarté au motif que l'activité actuelle n'a pas d'impact sur les sols.

Par conséquent, la surveillance des eaux souterraines est indispensable pour vérifier périodiquement l'absence de dégradation de la qualité du sol et des eaux souterraines au droit du site. L'exploitant indique dans son courrier du 3 mars 2020 que la pose de quatre piézomètres est à prévoir afin d'identifier le sens d'écoulement de la nappe.

La mise en place de la surveillance des eaux souterraines s'appuie sur une étude hydrogéologique préalable. Des prescriptions relatives à la réalisation de cette étude et de la mise en place des piézomètres sont prescrites dans le projet d'arrêté. Un délai d'un an est accordé à l'exploitant pour réaliser l'étude et poser les piézomètres. Un suivi régulier de la qualité des eaux souterraines est fixé sur des paramètres représentatifs des polluants potentiellement mobilisables : HAP, le chrome, le cuivre, le zinc et l'arsenic.

### **3.3 Rejets atmosphériques**

Les émissions de poussière proviennent de l'activité de concassage qui est réalisée de manière ponctuelle, hors période de vent. Les stocks sont arrosés si besoin.

### **Avis de l'Inspection des IC**

Les émissions atmosphériques ne sont pas significatives. Des prescriptions relatives à la prévention des émissions atmosphériques sont fixées dans le projet d'arrêté d'autorisation.

### **3.4 Bruit, trafic routier**

Les activités du site ne sont à l'origine d'aucune émission acoustique ou vibratoire significative. Les plus proches habitations sont situées à plus de 250 m du site.

Les principales mesures mises en place pour limiter les émissions sonores sont la réduction de la vitesse des engins et l'utilisation ponctuelle du matériel de concassage.

#### **Avis de l'Inspection des IC**

Une campagne de mesure est prescrite à l'exploitant dans les six mois lors de la prochaine campagne de concassage criblage.

### **3.5 Impact sur les paysages et le patrimoine**

Le site est en partie paysager avec des haies arbustives par endroits.

Le site n'est pas inclus dans une zone d'inventaire ou de protection.

#### **Avis de l'Inspection des IC**

Des prescriptions relatives à l'intégration paysagère avec la plantation d'une haie constituée d'arbustes d'essence locale en périphérie du site sont proposées.

### **3.6 Compléments portant sur les meilleures techniques disponibles pour les installations IED**

L'installation à l'origine du classement IED est le stockage temporaire de déchets dangereux classé à la rubrique 3550. Le périmètre IED est l'installation de transit et regroupement de poteaux bois.

L'exploitant s'est positionné au regard des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) applicables à ces installations décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles établies dans la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018 publiée au JOUE le 17 août 2018.

Les éléments transmis sont proportionnés aux enjeux et permettent de répondre aux dispositions du BREF et à l'article R.515-72 du code de l'environnement fixant le contenu du dossier de réexamen.

Les activités du site sont concernées par les MTD génériques n°1 à 24. Aucun traitement de déchets dangereux n'est réalisé. Les conclusions sur les MTD traitements spécifiques de déchets ne s'appliquent pas à l'établissement. Aucune demande de dérogation n'est sollicitée par l'exploitant.

L'exploitant s'est positionné par rapport aux MTD suivantes :

- MTD relatives au management environnemental applicable aux installations de traitement de déchets (MTD1) : actuellement il n'y a pas de système de management environnemental (SME) mis en place sur le site. Il est prévu de mettre en place un SME adapté au site.
- MTD relatives aux procédures d'acceptation des déchets et stockage (MTD2, MTD4, MTD5) - Les MTD sont appliquées. Des procédures d'acceptation des déchets et de leur gestion sont en place ainsi que les conditions de stockage des déchets. Les procédures de manutention et de transfert seront mises à jour.
- MTD relatives aux inventaires et surveillance de flux d'effluents aqueux et gazeux ( MTD3, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12,13,) - L'activité de transit de poteaux bois n'émet pas de rejets dans l'air, ni d'odeurs. Les effluents aqueux du site sont uniquement des eaux pluviales de ruissellement. Un suivi régulier des rejets sera réalisé à l'issue de la réfection du réseau de collecte des eaux du site.
- MTD relatives aux bruits et vibrations ( MTD17,18) - Les activités du site ne sont pas à l'origine de nuisances sonores. Des mesures sont prises pour limiter les émissions sonores (réduction de la vitesse des engins, utilisation ponctuelle du matériel de concassage...). Des mesures des niveaux sonores du site seront réalisées lors de la prochaine campagne de concassage puis tous les trois ans.
- MTD relatives aux rejets dans l'eau (MTD19 ) - Un plan d'action de la gestion des rejets aqueux est mis en place avec la réfection des réseaux de collecte des eaux pluviales et du bassin d'orage, la gestion des eaux d'extinction d'un incendie, l'isolement des réseaux... .

## Avis de l'Inspection des IC

Les non-conformités relevées sont prises en compte par l'exploitant et des dispositions sont reprises dans le projet d'arrêté. Des plans d'actions sont programmés pour la mise en conformité du site concernant la mise en place d'une surveillance des rejets d'eaux pluviales du site, des techniques d'optimisation de la consommation d'eau et de réduction des rejets (collecte des eaux pluviales, mise en place d'un bassin de décantation étanche, surface imperméable, confinement des eaux d'extinction d'un incendie,...), d'un SME.

Il s'agit d'un cas simple pour lequel aucune demande de dérogation n'est sollicitée.

Le projet d'arrêté prévoit d'accorder à l'exploitant un délai jusqu'au 30 septembre 2020 pour mettre en conformité la gestion des eaux pluviales du site, les moyens d'intervention incendie et le confinement des eaux d'extinction d'un incendie.

**L'inspection des IC propose que, dans l'attente de la mise en conformité, la poursuite des activités du site soit limitée à un stockage temporaire de déchets dangereux à moins de 50 tonnes correspondant au seuil IED.**

### 3.7 Les garanties financières

Conformément aux dispositions des articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement, l'exploitant a transmis ses propositions de garanties financières dans le cadre de l'application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement pour la mise en sécurité des installations susceptibles de présenter des risques importants de pollution des sols et des eaux.

L'analyse du dossier a été réalisée conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et de la note de la DGPR du 20 novembre 2013 précisant ces modalités.

Le montant des garanties financières proposé par l'exploitant est le suivant, calculé selon la formule :

$$M = Sc [Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)]$$

| M              | Sc  | Me  | $\alpha$                         | Mi                         | Mc              | Ms                   | Mg                  |
|----------------|---|---|----------------------------------|----------------------------|-----------------|----------------------|---------------------|
| Montant global | Coefficient pondérateur de gestion de chantier égal à 1,1 | Montant élimination des déchets et produits | Indice d'actualisation des coûts | Montant inertage des cuves | Montant clôture | Montant surveillance | Montant gardiennage |
| 376 554 € TTC  | 1,1   | 273 240,00 €                                | 1,1                              | 15 200,00 €                | 180,00 €        | 32 326,50 €          | 15 000,00 €         |

Les montants proposés n'appellent pas de remarques particulières de la part de l'inspection. Le montant et l'établissement des garanties financières sont fixés dans le projet d'arrêté. Les quantités de déchets prises en compte dans le calcul sont les déchets dangereux (1 850 t) et les déchets inertes (36 000 t).

## 4 Mise à jour des risques accidentels

Les principaux risques identifiés et étudiés par l'exploitant dans l'étude des dangers sont :

- le risque de pollution des sols,
- le risque d'incendie en raison de la présence de combustibles.

### 4.1 - Pollution accidentelle

Les sols des aires dédiées aux stockages sont imperméables. L'ensemble des voies de circulation et voiries est en enrobé. Les cuves GNR et gazole sont équipées de rétention intégrée et placées dans un bâtiment dont le sol est étanche.

La présence d'un bassin de rétention des eaux pluviales, obturable par vanne de sectionnement, permettra de contenir les eaux polluées d'un éventuel incendie.

### **Avis de l'Inspection des IC**

La réalisation de la mise en conformité du réseau des eaux pluviales et du confinement des eaux d'incendie est prescrite à échéance de septembre 2020.

#### **4.2 Risques incendie**

Le risque principal identifié par l'exploitant est le risque incendie dû au stockage de combustibles qui est susceptible d'avoir des effets potentiels à l'extérieur des limites de propriété.

L'exploitant a modélisé les scénarios susceptibles d'avoir des effets sur l'homme en raison des flux thermiques rayonnés par un incendie (incendie des deux îlots de stockage des traverses et poteaux bois, du stock de caoutchouc et feu de nappe de la cuve de GNR). Les résultats démontrent que ceux-ci restent confinés à l'intérieur des limites de propriété.

Des distances d'implantation des différentes installations fixes ou zones de stockages sont évaluées en tenant compte des risques inhérents aux activités du site. Les îlots de stockage sont suffisamment éloignés les uns des autres pour éviter toute propagation d'incendie par effet domino.

Des consignes de sécurité et d'exploitation sont affichées ainsi qu'une consigne générale d'organisation interne de lutte contre le feu. La formation des personnels à la sécurité et en particulier aux risques auxquels ils sont exposés est assurée.

Les mesures préventives et de protection contre les risques mises en œuvre par l'exploitant consistent essentiellement en :

- la formation du personnel aux différents risques,
- la rédaction de consignes de sécurité,
- la vérification périodique des installations électriques.

Les principaux moyens en termes de prévention et de lutte contre l'incendie sont les suivants :

- site clôturé,
- consignes de sécurité,
- formation du personnel aux risques,
- contrôle périodique des installations électriques, extincteurs,
- des extincteurs répartis sur le site,
- un poteau incendie à moins de 200 m du site,
- une réserve incendie de 60 m<sup>3</sup>.

En cas de sinistre, les besoins en confinement des eaux d'extinction ont été définis à partir de la règle D9A aboutissant à un volume de rétention de 260 m<sup>3</sup>. L'exploitant disposera d'une capacité de confinement sur le site.

### **Avis de l'Inspection des IC**

Du fait des dispositions organisationnelles mises en place et des effets limités en dehors des limites de propriété évalués par l'exploitant, les risques engendrés par les activités du site sont considérés comme acceptables. Des prescriptions propres à la prévention des risques sont reprises dans le projet d'arrêt.

## **5. Propositions et conclusions de l'inspection des installations classées**



En conclusion, l'examen du dossier de mise à jour des impacts et des risques de l'établissement GRAVALOIRE RECYCLAGE situé à Villedieu-la-Blouère et de mise en conformité aux obligations faites par la Directive IED permettent de proposer un projet d'arrêté complémentaire tel que prévu à l'article R.181-45 du code de l'environnement visant à encadrer les conditions de fonctionnement de l'établissement.

Le dossier de réexamen IED transmis par la société GRAVALOIRE RECYCLAGE conduit l'inspection à proposer dans le projet d'arrêté consolidé joint des prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED assorties d'un délai de réalisation maximale au 30 septembre 2020.

Au regard du contexte de la pandémie de coronavirus et de l'arrêt des activités du site et des entreprises de travaux publics durant deux mois, l'exploitant sollicite une prolongation de délai pour la mise en conformité du site jusqu'au 31 décembre 2020.

Compte tenu de ce contexte particulier, l'inspection propose au préfet d'accéder à la demande de l'exploitant et d'accepter l'allongement de délai demandé. Le stockage temporaire de déchets dangereux restant limité à moins de 50 t jusqu'à la mise en conformité du site.

Quant au rapport de base IED, l'inspection prend acte de la conclusion qui indique qu'aucune pollution n'a été mise en évidence sur le site.

En raison de l'absence de modifications des installations et s'agissant d'une actualisation des prescriptions du site due aux évolutions réglementaires, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de Maine-et-Loire de prendre le projet d'arrêté en pièce jointe, sans qu'il ne soit nécessaire de solliciter l'avis des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Maine et Loire comme le permet l'article R.181-45 du code de l'environnement.